

13 octobre 2003, Québec

Allocution à l'occasion du bilan des 6 mois depuis l'élection

Madame,

Monsieur,

Il y a six mois aujourd'hui que mon gouvernement a été élu, et dans une semaine, l'Assemblée nationale reprendra ses travaux. Le moment me semble choisi pour faire le point avec vous sur le travail que nous avons accompli et sur le travail important que nous accomplirons au cours des prochains mois, en particulier sur cette question de la révision du rôle de l'État.

Le Québec a fait un pas en avant depuis six mois.

Premièrement, nous avons repris en main les finances publiques. La situation n'est pas facile, mais elle est maîtrisée.

Deuxièmement, nous avons affirmé nos priorités, qui sont celles des Québécois. Nous avons augmenté le budget de la santé de 1,3 milliard de dollars, et nous avons fait le plus important réinvestissement en éducation depuis 10 ans.

Troisièmement, nous avons amorcé le repositionnement de notre État, qui s'ingérait beaucoup trop dans l'économie et dans la vie des entreprises. Aujourd'hui, le Québec est en train de redresser sa situation financière; les Québécois sont en voie d'être mieux soignés; l'éducation est redevenue une grande priorité de l'État québécois, et il est moins compliqué d'investir et de créer de l'emploi partout au Québec.

Avec notre premier budget, nous sommes allés aussi loin que le permettaient les paramètres actuels de l'État dans l'affirmation de nos priorités. Au cours des prochains mois, nous allons redéfinir ces paramètres afin d'accroître et d'actualiser notre capacité de soigner, d'éduquer et de prospérer. Nous allons redéployer notre État.

Cet État a été conçu il y a 40 ans : avant la mondialisation, avant l'informatisation, avant le vieillissement de la population et surtout, avant que les Québécois ne soient ce peuple conscient de ses forces et de son habileté à atteindre les plus hauts sommets dans tous les domaines de l'activité humaine. La remise à jour de l'État est une nécessité admise par la classe politique depuis longtemps : « ... nous sommes parfaitement conscients des réactions que certaines de nos propositions risquent de susciter chez plusieurs groupes d'intérêt. Il reste que, au terme de cet examen, une évidence s'est imposée à nous, forte, indiscutable : cette rationalisation est nécessaire, inéluctable ... »¹ Ces propos ne sont pas tirés d'un document du Parti libéral du Québec, mais d'un rapport signé dès 1997 par l'ex-ministre du Parti Québécois, Joseph Facal.

La modernisation de notre État n'est donc pas une question idéologique ou partisane, mais une nécessité qui nous est dictée par notre époque et ses enjeux. Il ne s'agit pas de nous détourner de notre mission sociale, mais tout au contraire de nous assurer de pouvoir continuer à l'honorer. Il ne s'agit pas non plus d'affaiblir l'État québécois, mais au contraire

de lui redonner tout son lustre, tout son prestige et toute sa pertinence. Car à défaut de procéder à cette « rénovation » du Québec, nous tendrons vers un point d'étouffement où nous paierons sans cesse plus cher pour des services qui se détériorent... et le modèle québécois deviendra une relique.

Au printemps, j'ai annoncé l'enclenchement de six grands travaux qui sont au cœur de la modernisation de l'État québécois. Une première étape minutieuse a été franchie le 30 septembre. Nous avons complété l'inventaire de chacun des organismes gouvernementaux, chacune de leurs filiales, chacun des programmes qui en découlent. La pertinence de ces organismes ou programmes sera débattue en fonction de cinq questions :

Ce programme (ou cet organisme) répond-il toujours à une mission de l'État? Atteint-il ses objectifs? Pourrait-on l'offrir autrement et à moindre coût en préservant la qualité des services aux citoyens? Quelle est la meilleure instance pour en assumer la prestation? A-t-on les moyens d'en assumer les coûts, ou faut-il en revoir la portée?

Tout en débattant de ces questions, nous réviserons certaines lois pour actualiser le fonctionnement du Québec. C'est ainsi que nous permettrons le recours à la sous-traitance pour que nos hôpitaux ou nos villes, par exemple, aient la possibilité de livrer des services de qualité avec différents partenaires si cela peut se faire plus rapidement et à meilleur coût.

Ce processus s'accomplira patiemment, mais avec détermination. Les premiers rapports des comités pilotant les grands travaux seront complétés en décembre. Ces rapports nous permettront d'élaborer un plan d'action qui guidera le redéploiement de l'État québécois au cours des prochaines années. Graduellement, l'État québécois deviendra plus efficace. Il sera moins lourd. Il rendra de meilleurs services à meilleur coût. Il assumera pleinement les responsabilités qui sont les siennes, comme la santé et l'éducation. Il saura déléguer à d'autres, aux municipalités, aux organismes communautaires ou aux entreprises privées, ce que d'autres peuvent faire mieux ou à meilleur coût que lui. L'État québécois sera plus que jamais une source de fierté pour nous tous.

Sans surprise, les groupes d'intérêt qui bénéficient du statu quo, et devant qui le gouvernement précédent a reculé, font du bruit. Je leur demande aujourd'hui de faire preuve d'ouverture et d'avoir la grandeur de ne pas faire passer des intérêts corporatistes au-dessus des intérêts historiques du Québec et de tous les Québécois.

Les femmes et les hommes qui se sont un jour levés pour faire naître un État et ses institutions étaient des visionnaires. Ce n'est que se montrer dignes de leur œuvre, ce n'est qu'assumer de façon responsable notre devoir d'État, que d'adapter nos façons de faire aux réalités du Québec d'aujourd'hui.

Lorsque le monde change, l'immobilisme devient synonyme de recul. Moi, tout comme vous, je veux que le Québec avance. Le seul Québec que je conçois est un Québec qui est grand. Qui est capable de briller parmi les meilleurs. Et qui est capable de réaliser les 7 millions d'ambitions qu'il porte. C'est ce Québec que nous bâtissons ensemble.